

SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 1724)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro della Pubblica Istruzione**

(FALCUCCI)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 15 MARZO 1986

Ratifica ed esecuzione dello Scambio di lettere, effettuato a Roma il 6 novembre 1984, concernente modifica dell'Annesso I dell'Accordo culturale tra l'Italia e la Francia del 4 novembre 1949

ONOREVOLI SENATORI. — Lo Scambio di lettere concernente l'Annesso I all'Accordo culturale tra l'Italia e la Francia del 4 novembre 1949, firmato a Roma il 6 novembre 1984, è stato effettuato a conclusione di una trattativa che ha avuto origine, nell'anno 1983, da una richiesta francese, espressa nel corso della V Commissione mista per l'applicazione dell'Accordo culturale italo-francese, concernente la modifica dell'articolo 3.

La trattativa, tuttavia, ha richiesto tempi più lunghi del previsto poichè da entrambe le parti si è convenuto sull'opportunità di rendere, mediante lo Scambio di lettere, ancora più attuale l'Annesso I di cui sopra.

Infatti, il riconoscimento dei titoli e dei periodi di studio di qualsiasi ordine e grado è stato sempre considerato dal nostro Paese come la premessa essenziale per la mobilità degli studenti nell'ambito dei differenti sistemi scolastici nazionali. Non v'è dubbio che tale mobilità costituisca una componente indispensabile della costituenda

unione europea e premessa importante per la piena attuazione del diritto di stabilimento.

L'obiettivo fondamentale dello Scambio di lettere resta comunque la possibilità offerta agli studenti che abbiano conseguito il titolo al Liceo Chateaubriand di Roma e al Liceo Leonardo da Vinci di Parigi di essere ammessi alle università italiane e francesi indipendentemente dagli istituti scolastici frequentati in precedenza, e ciò anche allo scopo di permettere la piena utilizzazione di altre istituzioni scolastiche francesi in Italia e italiane in Francia che non rientrano nell'ambito d'applicazione dell'Annesso all'Accordo.

Nel rispetto della Convenzione ratificata a suo tempo dai due Paesi, si è provveduto a meglio articolare il concetto che all'Accordo partecipino pienamente non solo i cittadini dei due Paesi firmatari, ma anche i cittadini dei Paesi Terzi.

DISEGNO DI LEGGE
—

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare lo Scambio di lettere, effettuato a Roma il 6 novembre 1984, concernente modifica dell'Annesso I dell'Accordo culturale tra l'Italia e la Francia del 4 novembre 1949.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data allo Scambio di lettere di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto nello Scambio di lettere medesimo.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

TESTO DELLE LETTERE**MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI**

Il Direttore generale
delle relazioni culturali

Roma, 6 novembre 1984

Eccellenza,

ho l'onore di riferirmi agli articoli 1, 2, 5, 7 e 9 dell'Annesso I del 14 febbraio 1956 dell'Accordo culturale tra l'Italia e la Francia del 4 novembre 1949, e di proporre a nome del mio Governo la loro sostituzione con gli articoli del seguente tenore:

Art. 1. — Par extension des dispositions prévues à l'article 6 de la Convention culturelle franco-italienne du 4 novembre 1949, paragraphes 2, 3, 4, et en application du paragraphe 5 de cet article, le Gouvernement Italien admet l'équivalence entre la Maturità et le Baccalauréat français acquis par les ressortissants italiens et les ressortissants français ainsi que par les citoyens des Pays Tiers au terme d'études accomplies au Lycée Chateaubriand de Rome, le Gouvernement Français admet l'équivalence entre le Baccalauréat français et la Maturità acquis par les ressortissants français et italiens aussi que par les citoyens des Pays Tiers au terme d'études accomplies au Lycée Leonardo da Vinci de Paris.

Art. 2. — L'équivalence sera accordée aux ressortissants français et italiens aussi bien qu'aux citoyens des Pays Tiers ayant obtenu le diplôme final (Maturità, Baccalauréat) dans l'un des deux Lycées (Liceo Leonardo da Vinci de Paris, Lycée Chateaubriand de Rome) indépendamment des établissements fréquentés pendant leur scolarité.

Les titulaires du Baccalauréat et de la Maturità, dont l'équivalence est admise conformément aux dispositions incluses dans la présente Annexe, bénéficient de plein droit de toutes les prérogatives qui s'attachent à ces diplômes dans l'un et l'autre pays.

Art. 5. — Pour les candidats ayant obtenu le Baccalauréat au Lycée Chateaubriand, l'admission aux diverses Facultés italiennes s'effectuera, jusqu'à nouvelles dispositions, suivant la réglementation fixée par la Loi n. 910 du 11 décembre 1969 et par ses modifications successives éventuelles, le Baccalauréat français étant équivalent à une Maturità obtenue au terme d'études de second cycle d'une durée de cinq ans.

Art. 7. — L'enseignement de la langue et de la civilisation nationales prévu à l'article précédent sera sanctionné, à l'examen du Baccalauréat et à l'examen de la Maturità, par une composition à l'écrit et une interrogation à l'oral, portant sur le programme des deux dernières années d'études.

Ces épreuves, qui s'ajouteront à celles qui sont réglementairement établies pour chaque type de Baccalauréat et de Maturità, seront respectivement affectées d'un coefficient égal à celui de l'épreuve de langue et littérature italiennes de la Maturità et à celui de l'épreuve de français du Baccalauréat.

Art. 9. — Les épreuves de langue et civilisation nationales du Baccalauréat et de la Maturità seront jugées par un examinateur italien pour le Lycée Chateaubriand, et par un examinateur français pour le Lycée Leonardo da Vinci.

Cet examinateur, qui sera adjoint au jury de l'examen, sera proposé à Rome par les Autorités italiennes, à Paris par les Autorités françaises, et agréé par les Autorités de l'autre Partie contractante.

Ho altresì l'onore di proporre l'abrogazione dell'articolo 10 del già citato Annesso.

Qualora il Suo Governo concordi con quanto precede ho l'onore di proporre che la presente Nota e la Sua risposta costituiscano un accordo tra i nostri due Governi, che entrerà in vigore il giorno in cui le Parti si saranno notificato che sono stati effettuati gli adempimenti previsti a tal fine dai rispettivi ordinamenti.

Voglia gradire, Eccellenza, gli atti della mia più alta considerazione.

ALESSANDRO CORTESE DE BOSIS

AMBASSADE DE FRANCE

EN ITALIE

L'Ambassadeur

Rome, le 6 novembre 1984

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui dans les termes suivants:

« Eccellenza,

ho l'onore di riferirmi agli articoli n. 1, 2, 5, 7, 9 dell'Annesso n. 1 del 14 febbraio 1956 dell'Accordo culturale tra l'Italia e la Francia del 4 novembre 1949, e di proporre a nome del mio Governo la loro sostituzione con gli articoli del seguente tenore:

Art. 1. — Par extension des dispositions prévues à l'article 6 de la Convention culturelle franco-italienne du 4 novembre 1949, paragraphes 2, 3, 4, et en application du paragraphe 5 de cet article, le Gouvernement italien admet l'équivalence entre la maturità et le baccalauréat français acquis par les ressortissants italiens et les ressortissants français, ainsi que par les citoyens des pays tiers, au terme d'études accomplies au Lycée Chateaubriand de Rome.

Le Gouvernement français admet l'équivalence entre le baccalauréat français et la maturità acquis par les ressortissants français et les ressortissants italiens, ainsi que par les citoyens des pays tiers, au terme d'études accomplies au Lycée Léonard de Vinci de Paris.

Art. 2. — L'équivalence sera accordée aux ressortissants français et italiens, aussi bien qu'aux citoyens des pays tiers, ayant obtenu le diplôme final (maturità, baccalauréat) dans l'un des deux Lycées (Liceo Leonardo da Vinci de Paris, Lycée Chateaubriand de Rome), indépendamment des établissements fréquentés pendant leur scolarité.

Les titulaires du baccalauréat et de la maturità, dont l'équivalence est admise conformément aux dispositions incluses dans la présente Annexe, bénéficient de plein droit de toutes les prérogatives qui s'attachent à ces diplômes dans l'un et l'autre pays.

Art. 5. — Pour les candidats ayant obtenu le baccalauréat au Lycée Chateaubriand, l'admission aux diverses Facultés italiennes s'effectuera, jusqu'à nouvelles dispositions, suivant la réglementation fixée par la loi n. 910 du 11 décembre 1969 et par ses modifications successives éventuelles, le baccalauréat français étant équivalent à une maturità obtenue au terme d'études de second cycle d'une durée de cinq ans.

Art. 7. — L'enseignement de la langue et de la civilisation nationales prévu à l'article précédent sera sanctionné, à l'examen du baccalauréat et à l'examen de la maturità, par une composition à l'écrit et une interrogation à l'oral, portant sur le programme des deux dernières années d'études.

Ces épreuves, qui s'ajouteront à celles qui sont réglementairement établies pour chaque type de baccalauréat et de maturità, seront respectivement affectées d'un coefficient égal à celui de l'épreuve de langue et littérature italiennes de la maturità et à celui de l'épreuve de français du baccalauréat.

Art. 9. — Les épreuves de langue et civilisation nationales du baccalauréat et de la maturità seront jugées par un examinateur italien pour le Lycée Chateaubriand, et par un examinateur français pour le Lycée Léonard de Vinci.

Cet examinateur, qui sera adjoint au jury de l'examen, sera proposé, à Rome, par les Autorités italiennes, à Paris, par les Autorités françaises, et agréé par les Autorités de l'autre Partie contractante.

Ho altresì l'onore di proporre l'abrogazione dell'articolo 10 del già citato Annesso.

Qualora il Suo Governo concordi con quanto precede ho l'onore di proporre che la presente Nota e la Sua risposta costituiscano un accordo tra i nostri due Governi, che entrerà in vigore il giorno in cui le Parti si saranno notificate che sono stati effettuati gli adempimenti previsti a tale fine dai rispettivi ordinamenti.

Voglia gradire, Eccellenza, gli atti della mia più alta considerazione ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'approuve les propositions que vous avez bien voulu m'adresser et qu'en conséquence votre lettre et la présente réponse constituent un accord entre nos deux Gouvernements, qui entrera en vigueur le jour où les Parties se seront notifiées que les dispositions requises à cet effet dans chacun des deux pays, ont été prises.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma très haute considération.

GILLES MARTINET

TRADUZIONE NON UFFICIALE

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Il Direttore generale
delle relazioni culturali

Roma, 6 novembre 1984

Eccellenza,

ho l'onore di riferirmi agli articoli 1, 2, 5, 7, 9 dell'Annesso I del 14 febbraio 1956 dell'Accordo culturale tra l'Italia e la Francia del 4 novembre 1949, e di proporre a nome del mio Governo la loro sostituzione con gli articoli del seguente tenore:

Art. 1. — In estensione delle disposizioni previste all'articolo 6 della Convenzione culturale franco-italiana del 4 novembre 1949, paragrafi 2, 3, 4, e in applicazione del paragrafo 5 di tale articolo, il Governo italiano riconosce l'equivalenza tra la maturità e il baccalaureato francese ottenuto dai cittadini italiani e dai cittadini francesi così come dai cittadini dei Paesi Terzi al termine degli studi compiuti al Liceo Chateaubriand di Roma. Il Governo francese riconosce l'equivalenza tra il baccalaureato francese e la maturità ottenuta dai cittadini francesi e italiani così come dai cittadini dei Paesi Terzi al termine degli studi compiuti al Liceo Leonardo da Vinci di Parigi.

Art. 2. — L'equivalenza sarà accordata ai cittadini francesi e italiani così come ai cittadini dei Paesi Terzi che abbiano ottenuto il diploma finale (maturità, baccalaureato) in uno dei due Licei (Liceo Leonardo da Vinci, Liceo Chateaubriand) indipendentemente dagli istituti frequentati durante la scolarità.

I titolari del baccalaureato e della maturità, di cui l'equivalenza è riconosciuta conformemente alle disposizioni incluse nel presente Annesso, beneficiano di pieno diritto di tutte le prerogative connesse a tali diplomi nell'uno e nell'altro Paese.

Art. 5. — Per i candidati che abbiano ottenuto il baccalaureato al Liceo Chateaubriand, l'ammissione alle diverse facoltà italiane si effettuerà, fino a nuove disposizioni, secondo la regolamentazione stabilita dalla legge n. 910 dell'11 dicembre 1969 e successive modificazioni eventuali, ritenendosi il baccalaureato francese equivalente ad una maturità ottenuta al termine degli studi di secondo grado di una durata di cinque anni.

Art. 7. — L'insegnamento della lingua e della cultura nazionali previsto all'articolo precedente sarà concluso, all'esame di baccalaureato e all'esame di maturità, da una prova scritta e una interrogazione orale, riguardante il programma degli ultimi due anni di studi.

Queste prove, che si aggiungeranno a quelle che sono regolarmente stabilite per ciascun tipo di baccalaureato e di maturità, saranno rispettivamente di un coefficiente uguale a quello della prova di lingua e di letteratura italiane della maturità e a quello della prova di francese del baccalaureato.

Art. 9. — Le prove di lingua e cultura nazionali del baccalaureato e della maturità saranno giudicate da un esaminatore italiano per il Liceo Chateaubriand e da un esaminatore francese per il Liceo Leonardo da Vinci.

Detto esaminatore, che sarà aggiunto alla Commissione d'esame, sarà proposto a Roma dalle Autorità italiane, a Parigi dalle Autorità francesi, e gradito dalle Autorità dell'altra Parte contraente.

Ho altresì l'onore di proporre l'abrogazione dell'articolo 10 del già citato Annesso.

Qualora il suo Governo concordi con quanto precede ho l'onore di proporre che la presente Nota e la Sua risposta costituiscano un accordo tra i nostri due Governi, che entrerà in vigore il giorno in cui le Parti si saranno notificate che sono stati effettuati gli adempimenti previsti a tal fine dai rispettivi ordinamenti.

Voglia gradire, Eccellenza, gli atti della mia più alta considerazione.

ALESSANDRO CORTESE DE BOSIS

AMBASCIATA DI FRANCIA
IN ITALIA
L'Ambasciatore

Roma, 6 novembre 1984

Signor Direttore generale,

ho l'onore di accusare ricevuta della lettera che ha voluto indirizzarmi in data odierna nei seguenti termini:

« Eccellenza,

ho l'onore di riferirmi agli articoli 1, 2, 5, 7, 9 dell'Annesso I del 14 febbraio 1956 dell'Accordo culturale tra l'Italia e la Francia del 4 novembre 1949, e di proporre a nome del mio Governo la loro sostituzione con gli articoli del seguente tenore:

Art. 1. — In estensione delle disposizioni previste all'articolo 6 della Convenzione culturale franco-italiana del 4 novembre 1949, paragrafi 2, 3, 4, e in applicazione del paragrafo 5 di tale articolo, il Governo italiano riconosce l'equivalenza tra la maturità e il baccalaureato francese ottenuto dai cittadini italiani e dai cittadini francesi, così come dai cittadini dei Paesi Terzi, al termine degli studi compiuti al Liceo Chateaubriand di Roma.

Il Governo francese riconosce l'equivalenza tra il baccalaureato francese e la maturità ottenuta dai cittadini francesi e dai cittadini italiani, così come dai cittadini dei Paesi Terzi, al termine degli studi compiuti al Liceo Leonardo da Vinci di Parigi.

Art. 2. — L'equivalenza sarà accordata ai cittadini francesi e italiani, così come ai cittadini dei Paesi Terzi, che abbiano ottenuto il diploma finale (maturità, baccalaureato) in uno dei due Licei (Liceo Leonardo da Vinci, Liceo Chateaubriand), indipendentemente dagli istituti frequentati durante la scolarità.

I titolari del baccalaureato e della maturità, di cui l'equivalenza è riconosciuta conformemente alle disposizioni incluse nel presente Annesso, beneficiano di pieno diritto di tutte le prerogative connesse a tali diplomi nell'uno e nell'altro paese.

Art. 5. — Per i candidati che abbiano ottenuto il baccalaureato al Liceo Chateaubriand, l'ammissione alle diverse facoltà italiane si effettuerà, fino a nuove disposizioni, secondo la regolamentazione stabilita dalla legge n. 910 dell'11 dicembre 1969 e successive modificazioni eventuali, ritenendosi il baccalaureato francese equivalente ad una maturità ottenuta al termine degli studi di secondo grado di una durata di cinque anni.

Art. 7. — L'insegnamento della lingua e della cultura nazionali previsto all'articolo precedente sarà concluso, all'esame di baccalaureato e all'esame di maturità, da una prova scritta e una interrogazione orale, riguardante il programma degli ultimi due anni di studi.

Queste prove, che si aggiungeranno a quelle che sono regolarmente stabilite per ciascun tipo di baccalaureato e di maturità, saranno rispettivamente di un coefficiente uguale a quello della prova di lingua e letteratura italiane della maturità e a quello della prova di francese del baccalaureato.

Art. 9. — Le prove di lingua e cultura nazionali del baccalaureato e della maturità saranno giudicate da un esaminatore italiano per il Liceo Chateaubriand e da un esaminatore francese per il Liceo Leonardo da Vinci.

Detto esaminatore, che sarà aggiunto alla Commissione d'esame, sarà proposto, a Roma, dalle Autorità italiane, a Parigi, dalle Autorità francesi, e gradito dalle Autorità dell'altra parte contraente.

Ho altresì l'onore di proporre l'abrogazione dell'articolo 10 del già citato Annesso.

Qualora il Suo Governo concordi con quanto precede ho l'onore di proporLe che la presente Nota e la Sua risposta costituiscano un accordo tra i nostri due Governi, che entrerà in vigore il giorno in cui le Parti si saranno notificato che sono stati effettuati gli adempimenti previsti a tal fine dai rispettivi ordinamenti.

Voglia gradire, Eccellenza, gli atti della mia più alta considerazione ».

Ho l'onore di comunicarLe che approvo le proposizioni che Ella ha voluto indirizzarmi e che, di conseguenza, la Sua lettera e la presente risposta costituiscono un accordo tra i nostri due Governi, che entrerà in vigore il giorno in cui le Parti si saranno notificato che le disposizioni richieste a tale effetto in ciascuno dei due paesi sono state adottate.

La prego di accogliere, Signor Direttore generale, i sensi della mia più alta considerazione.

GILLES MARTINET